

POUVOIR ADJUDICATEUR : Syndicat Mixte Baie de Somme 3 Vallées.

MARCHE N°.....



PARC NATUREL RÉGIONAL
BAIE DE SOMME PICARDIE MARITIME

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES CCAP

Maître d'ouvrage : Syndicat Mixte Baie de Somme 3 Vallées (BS3V)

Adresse : Garopôle, place de la Gare, 80 100 Abbeville

Représenté par : Patricia Poupart, Présidente de BS3V

**Procédure de passation en
référence au Code de la
commande publique :**

Procédure adaptée en application des articles L2123-1 et
R.2123-1 à R.2123-7

Objet de la consultation : Étude pré-opérationnelle pour l'identification et la conception d'un
réseau « cyclable, pédestre et équestre » au sein de la vallée de la Maye

Comptable assignataire : Pascal Taverne

Le Trésorier payeur de SGC Baie de Somme, à Friville Escarbotin

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DISPOSITION GENERALES	4
1.1 - Objet du marché	4
1.2 - Forme du contrat	4
1.3 - Allotissement	5
1.4 - Variante / CCAP	5
1.5 - Titulaire du marché	5
1.6 - Sous-traitance	5
1.7 - Réunions et rendu :	5
1.8 - Obligation de discrétion	5
ARTICLE 2 - PIECE CONSTITUTIVE DU MARCHE.....	6
2.1 - Pièces contractuelles.....	6
2.2 - Pièces opposables au titulaire, l'inverse n'étant pas vrai.....	6
2.3 - Pièce générale.....	7
2.4 - Forme des notifications et communications (ordre de service).....	7
ARTICLE 3 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	7
3.1 - Calendrier prévisionnel et détaille d'exécution.....	7
3.2 - Début de mission	7
3.3 - Délai de réalisation de la mission	7
3.4 - Fin de mission	8
ARTICLE 4 - PRIX	8
4.1 - Règlement des ouvrages ou des prestations faisant l'objet du marché	8
4.2 - Modalités de variations des prix	8
4.2.1 Mois d'établissement des prix du marché.....	8
4.2.2 Modalité d'actualisation des prix.....	8

4.3 - Dispositions spécifiques aux tranches	9
ARTICLE 5 - PAIEMENT - PRESTATION DES FACTURES	9
5.1 - Délai de paiement	9
5.2 - Présentation des demandes de paiement	9
5.3 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants en cours de marché	10
5.3.1 Désignation des sous-traitants en cours de marché	10
5.3.2 Modalités de paiement direct	10
ARTICLE 6 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	11
6.1 - Retenue de garantie	11
6.2 - Avance forfaitaire	11
6.3 - Avance sur matériels	11
ARTICLE 7 - PENALITES.....	11
ARTICLE 8 - ASSURANCES.....	11
ARTICLE 9 - RESILIATION DU CONTRAT	12
9.1 - Conditions de résiliation et mesures coercitives	12
9.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	12
ARTICLE 10 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....	13
ARTICLE 11 - DEROGATIONS	14

ARTICLE 1 - DISPOSITION GENERALES

1.1 - Objet du marché

Le présent marché porte sur l'étude pré-opérationnelle pour l'identification et la conception d'un réseau « cyclable, pédestre et équestre » au sein de la vallée de la Maye - PNR Baie de Somme Picardie maritime.

La mission visera à qualifier les infrastructures à mettre en place pour chaque tracé retenu et à réaliser une estimation financière des travaux nécessaires à leur mise en œuvre.

A noter que la mission n'a pas vocation à définir les plans d'exécution, ni à fournir un projet détaillé, mais à préparer les conditions pour une future consultation de maîtrise d'œuvre.

Le prestataire doit ainsi fournir des propositions techniques et financières sommaires pour aider à la prise de décision, sans rentrer dans des détails d'exécution ou des plans normés d'infrastructure (ce qui relève du rôle de la maîtrise d'œuvre).

Des missions complémentaires d'accompagnement viseront :

- la préparation des demandes d'autorisation ou déclarations nécessaires auprès des services de l'État et autres organismes compétents, pour les sections identifiées dans la phase d'études de définition ;
- la rédaction des cahiers des charges pour la consultation de maîtrise d'œuvre.

La présente consultation est passée en procédure adaptée ouverte, conformément aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique.

1.2 - Forme du contrat

Le marché est à tranches conformément aux articles R2113-4 à -6 du code de la commande publique :

- **Une tranche ferme** : volet études préliminaires d'identification de variantes de liaisons modes actifs dans la vallée de la Maye
- **Une tranche optionnelle 1** : volet études préliminaires des connexions vers la Vélomaritime et la Traverse du Ponthieu
- **Une tranche optionnelle 2** : volet études de définition de niveau avant-projet par sections
- **Une tranche optionnelle 3** : volet préparation des demandes d'autorisation ou déclarations nécessaires, avec une option concernant la rédaction du cahier des charges pour la réalisation d'un dossier de DUP, précédé d'une enquête parcellaire.
- **Une tranche optionnelle 4** : volet rédaction des cahiers des charges pour la consultation de maîtrise d'œuvre

1.3 - Allotissement

Le marché n'est pas alloti en raison de son objet qui ne permet pas de scinder la prestation en plusieurs lots.

1.4 - Variante / CCAP

Sans objet

1.5 - Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom "titulaire" sont précisées à l'article 3 de l'acte d'engagement.

1.6 - Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC. Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur. L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies à l'article 12.2 du CCAG-PI. Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

1.7 - Réunions et rendu :

Réunion de travail avec le maître d'ouvrage :

Les réunions de travail viseront à suivre et à valider les différentes phases de l'étude conformément aux objectifs et attentes définies dans le CCTP.

1.8 - Obligation de discrétion

Le candidat qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution a reçu communication de renseignements, de documents ou d'objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité

pour en connaître.

En dehors des données publiques disponibles, il est ainsi exclu que le prestataire puisse réutiliser les données cartographiques confiées par le maître d'ouvrage, sans l'autorisation du maître d'ouvrage.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire et à ses frais et risques sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

ARTICLE 2 - PIECE CONSTITUTIVE DU MARCHE

2.1 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI l'ordre de priorité des pièces est celle-ci :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses administratives et particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques et particulières (CCTP) ;
- La décomposition de prix globale et forfaitaire (DPGF) ;
- Le mémoire technique intégrant le planning détaillé.

2.2 - Pièces opposables au titulaire, l'inverse n'étant pas vrai

A l'appui de son offre, le titulaire a présenté des documents qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre qui pourront, par conséquent, exiger à tout moment de la part du titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, en particulier à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ces documents.

Ces engagements unilatéraux sont les suivants : le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat.

Forme des notifications et communications (ordre de service)

Pour formuler toutes décisions ou communications au titulaire, le maître de l'ouvrage utilisera un document qualifié d'ordre de service écrit, daté, signé et numéroté chronologiquement par ses soins, contenant les informations ou les éléments à faire connaître.

2.3 - Pièce générale

- CCAG-Prestations Intellectuelles (CCAG – PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles - NOR : ECOM2106874A 1

2.4 - Forme des notifications et communications (ordre de service)

Pour formuler toutes décisions ou communications au titulaire, le maître de l'ouvrage utilisera un document qualifié d'ordre de service écrit, daté, signé et numéroté chronologiquement par ses soins, contenant les informations ou les éléments à faire connaître.

ARTICLE 3 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

3.1 - Calendrier prévisionnel et détaille d'exécution

Le calendrier est établi par le titulaire du marché.

3.2 - Début de mission

Les délais de réalisation de la mission courent à partir de la réception d'un ordre de service par le titulaire du marché et de la réception par le titulaire des pièces nécessaires à la réalisation de la mission, fournie par le maître d'ouvrage.

3.3 - Délai de réalisation de la mission

Le délai de réalisation global est fixé à 6 mois à compter de la délivrance de l'ordre de service. Ce délai ne prend pas en compte les délais de validation par le maître d'ouvrage des documents remis au fur et à mesure de l'état d'avancement de l'étude.

3.4 - Fin de mission

La mission du titulaire sera réputée finalisée à l'issue de la validation par le comité de pilotage du rendu final de l'étude.

ARTICLE 4 - PRIX

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans l'acte d'engagement sont exprimés en distinguant le montant HT et le montant de la TVA au taux conforme à la réglementation en vigueur.

4.1 - Règlement des ouvrages ou des prestations faisant l'objet du marché

Ils seront réglés suivant la décomposition de prix globale et forfaitaire (DPGF), appliqués aux phases effectivement réalisées.

4.2 - Modalités de variations des prix

Les prix sont fermes.

4.2.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres : avril 2023 (mois m0).

Les prix sont fermes, forfaitaires et actualisables.

4.2.2 Modalité d'actualisation des prix

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du titulaire faisant l'objet du marché est l'index d'ingénierie I.

4.2.3 Modalités d'actualisation des prix

4.2.3.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de novembre 2024. Ce mois est appelé mois zéro (m0).

Le prix ferme sera actualisé si un délai supérieur à 6 mois s'écoule entre le mois d'établissement du prix et la date de commencement d'exécution des travaux.

Cette actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation (Ca) donné par la formule :

$$Ca = I(m-3)/I$$

I : Valeur de l'index de référence, publié sur le site de l'INSEE, est l'index ING - INGENIERIE - Base 2010 .

I (m-3) : Valeur de l'index de référence ING du mois antérieur de 6 mois au mois « m » de commencement des travaux.

Ce mois « m » est celui de la date de commencement de l'exécution du marché portée sur l'ordre de service.

4.2.3.2 Actualisation provisoire

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune nouvelle actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

4.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

ARTICLE 5 - PAIEMENT - PRESTATION DES FACTURES

5.1 - Délai de paiement

Le délai de paiement est de 45 jours à compter de la réception des factures par le Syndicat Mixte Baie de Somme 3 Vallées.

En cas de non respect du délai de paiement, imputable au syndicat mixte, le calcul des intérêts moratoires se fera par application du taux d'intérêt légal en vigueur augmenté de huit points.

Les intérêts moratoires d'un montant inférieur à 5 € ne seront pas mis en paiement.

5.2 - Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au marché seront établies à l'avancement du marché, via la plateforme Chorus PRO, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms, n° SIRET et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- l'intitulé du marché ;
- les prestations exécutées ;
- le montant hors TVA des prestations exécutées, éventuellement actualisée ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations exécutées.

Le titulaire est invité à déposer ses factures sur la plateforme de paiement CHORUS PRO.

5.3 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants en cours de marché

5.3.1 Désignation des sous-traitants en cours de marché

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC. Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles L2193-1, L2193-2 et L2193-3 du code de la commande publique.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

5.3.2 Modalités de paiement direct

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire, à ses demandes de paiement, une attestation indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné.

Cette somme tient éventuellement compte d'une actualisation des prix prévue dans l'acte de sous-traitance et inclut la TVA.

Dans le cas d'un groupement solidaire, l'acceptation des demandes de paiement du sous-traitant par le mandataire vaut également acceptation de la somme à payer par chacun des membres du groupement.

ARTICLE 6 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6.1 - Retenue de garantie

Néant

6.2 - Avance forfaitaire

Une avance forfaitaire pourra être accordée au titulaire si les conditions prévues aux articles L. 2191-2 et L.2191-3 du code de la commande publique sont remplies.

Le titulaire du marché peut accepter ou refuser le versement de cette avance dans l'acte d'engagement.

6.3 - Avance sur matériels

Aucune avance sur matériel de chantier ne sera versée à l'Entrepreneur.

ARTICLE 7 - PENALITES

Conformement aux dispositions de l'article 14 du CCAG-PI

ARTICLE 8 - ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter : - une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

ARTICLE 9 - RESILIATION DU CONTRAT

9.1 - Conditions de résiliation et mesures coercitives

Les dispositions relatives à la résiliation du marché et à l'interruption des prestations, ainsi que les mesures coercitives qui pourraient être prises, sont celles fixées aux chapitres VII du CCAG-PI.

D'autre part, après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D 8222-5 du code du travail.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le Titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R.2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

9.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette

mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article

L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 10 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif d'Amiens sera seul compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 11 - DEROGATIONS

- L'article 2.1 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG – PI

A :

Le :

Signature du ou des titulaires

(mention(s) manuscrite(s) « lu et approuvé »)

A Abbeville,

Le

La Présidente,

Patricia Poupart